

## ANNEXE II CCP - RGPD<sup>1</sup>

### CLAUSES CONTRACTUELLES RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNEES

#### ARTICLE 1 : OBJET

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement général sur la protection des données - RGPD »).

Les finalités du traitement et de la consultation de ces données sont relatives à l'impression et la livraison de livrets de famille, objet du présent marché.

#### ARTICLE 2 : DESCRIPTION DES TRAITEMENTS

Le titulaire du marché en sa qualité de sous-traitant au sens de l'article 4 du RGPD est autorisé à traiter pour le compte du responsable du traitement<sup>2</sup> les données à caractère personnel nécessaires pour assurer les prestations du présent marché.

Les représentants et personnels du titulaire du marché auront accès aux données personnelles relatives à certains agents de l'OFPRA qui ne peuvent être exploitées que dans le but d'assurer la bonne gestion des prestations du présent marché.

#### ARTICLE 3 : DURÉE

Le traitement des données dure sur toute la durée d'exécution du marché.

#### ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE A L'ÉGARD DE L'OFPRA

Le titulaire du marché s'engage à :

- Traiter, dans le respect de la présente annexe et du règlement général sur la protection des données, les données à caractère personnel des agents de l'OFPRA nécessaires à l'exécution du présent marché ;
- Garantir la confidentialité de l'ensemble des données à caractère personnel auxquelles il pourra avoir accès dans le cadre du présent marché ;
- Communiquer à l'OFPRA le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données ;
- Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués et le communiquer, sur demande, à l'OFPRA ;

---

<sup>1</sup> Règlement général sur la protection des données

<sup>2</sup> Le responsable du traitement est le Directeur Général en exercice de l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides

- Informer l'OFPRA en cas de difficultés d'application de la réglementation européenne de protection des données et de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement ;
- Préciser dans son offre, la durée de conservation des données collectées et traitées, les outils utilisés pour conserver ces données et leur sort au terme du marché (remises au responsable du traitement ou détruites). Le titulaire s'engage à n'en garder aucune copie à l'issue de l'exécution du marché ;
- Mettre à la disposition de l'OFPRA la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

#### **ARTICLE 5 : OFFRE TECHNIQUE DU CANDIDAT**

Le candidat doit détailler dans son offre technique des éléments ou des « bonnes pratiques » qu'il met en œuvre en termes de sécurité pour la consultation et le traitement des données à caractère personnel relatif à l'exécution des prestations du présent marché. Les normes de l'ANSSI doivent être respectées et les plans d'action sécurité, prévus en cas de problème, doivent être listés.

#### **ARTICLE 6 : TRANSFERT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL VERS DES PAYS EXTERIEURS À L'UNION EUROPÉENNE**

Le transfert des données à caractère personnel vers des pays extérieurs à l'Union européenne ne peut avoir lieu que dans le cadre des décisions de la Commission européenne relatives aux pays tiers assurant un niveau de protection adéquat comme prévu à l'article 45 du RGPD. En l'absence de cette décision, le titulaire du marché ne peut opérer de transfert vers un pays tiers que s'il existe des garanties appropriées et à la condition que les personnes concernées disposent de droits opposables et de voies de recours effectives devant la juridiction nationale compétente et la Cour de justice de l'Union européenne (article 46 du RGPD). Dans tous les cas de figure, le titulaire du marché informera l'OFPRA préalablement de tout transfert vers des pays extérieurs à l'Union Européenne.

#### **ARTICLE 7 : NOTIFICATION DE VIOLATIONS DE DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL**

Le titulaire du marché notifie à l'OFPRA toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance en saisissant le délégué à la protection des données (DPO) ([dpo@ofpra.gouv.fr](mailto:dpo@ofpra.gouv.fr)). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'OFPRA, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Signature :  
Fait à